

L'école populaire, un enjeu pour les années 2000

Certes, il ne s'agit pas seulement de déclarations de principes, de slogans. Il convient de montrer comment les pratiques actuelles de la pédagogie Freinet constituent une rupture de l'école actuelle, en s'opposant à la logique du profit, du rendement et de la compétitivité, à la sélection sociale à la hiérarchie... C'est au quotidien, dans les classes, dans les écoles, que l'on peut avancer notre idéal d'école populaire tout en dénonçant le mythe de l'égalité des chances ainsi que tous les obstacles au fonctionnement de l'école : classes surchargées, suppressions de classes...

Célestin Freinet avait bien compris les limites de l'action à l'école, dans ce complexe processus social, au service de l'exploitation humaine. Qu'on ne s'étonne guère de l'échec de l'école populaire, en régime capitaliste.

Cependant ce n'est plus d'un changement d'orientation politique que viendra la transformation presque magique du système éducatif. Il ne peut y avoir de révolution politique que sous-tendue par une révolution éducative et culturelle, et c'est à celle-là que nous travaillons.

Citons encore Freinet, quand, dans la revue *Clarté*, il écrit de nombreux articles. « *L'école actuelle est fille et servante du régime capitaliste et à l'ordre nouveau doit correspondre nécessairement une orientation nouvelle de l'école prolétarienne.* » **Il nous faut partout réaffirmer que les problèmes pédagogiques sont partie intégrante de la lutte pour une société ayant comme finalité l'épanouissement et non la rentabilité.**

Les valeurs morales et sociales sur lesquelles se fonde notre action éducative sont toujours les mêmes :

- Solidarité et entraide, et non la concurrence, la compétition, la performance qui suscitent une émulation combative et dominatrice ;
- responsabilité, et non la soumission ;
- coopération, et non violence, pour régler les conflits.

Cette conception éducative est l'expression vivante des droits de l'enfant, des droits de l'homme.

Nous supprimons les classements, les punitions et les récompenses.

Nous rejetons l'individualisme outrancier, la possession individuelle, le goût exclusif de la réussite personnelle, le travail aliénant et imposé.

La pédagogie Freinet crée le désir et la volonté d'être maître de sa vie.

C'est la reconnaissance du droit à la différence, c'est la tolérance.

C'est une éducation laïque, dans une perspective de PAIX.

Notre pratique est partie prenante de notre action militante, en vue d'une société reposant sur les mêmes valeurs.

Mais il nous faut aussi évaluer l'impact de nos pratiques pédagogiques et accepter de les remettre en cause, avec les enfants, dans une classe coopérative. Cela dépasse donc largement l'utilisation des techniques Freinet.

La gauche, au pouvoir, développe un discours sans autre perspective qu'une adaptation du système éducatif. Nous pensons que la rupture politique introduite par Freinet dans l'éducation et dans la pédagogie reste une alternative stimulante.

Pierre Yvin
responsable du secteur des « Amis de Freinet »



Pour une société pédagogique

Aujourd'hui, une action pédagogique qui se veut populaire peut-elle se circonscrire aux murs de l'école, quand bien même elle pratique l'ouverture sur la vie ? Dans notre société de l'information où le savoir tend à prendre une place prédominante – en s'alliant, on ne doit pas le négliger, aux pouvoirs financiers – la mission de l'école et de ses éducateurs ne doit-elle pas se transformer radicalement ? A l'heure où les médias et le multimédia investissent chaque jour un peu plus l'espace du savoir, l'identité enseignante est questionnée dans ses fondements.

Changer l'école pour changer la société ou l'inverse ? Qu'en est-il de ce vieux dilemme à une époque où le scepticisme voire la défiance prévalent vis-à-vis d'un monde politique assimilé aux milieux politiques ? Dans ce climat, l'école ne serait-elle plus qu'un terrain offert, au mieux, à un pédagogisme discret, sinon à un technicisme didactique sans âme sous la houlette d'IUFM où domine le cloisonnement disciplinaire ?

Le Mouvement Freinet a toujours eu une vision dialectique du problème. Agir dans l'espace socio-politique et, en cohérence, au sein de l'école. Mais l'analyse des réalités sociale et sociétale actuelles ne nous invite-t-elle pas à revoir les termes de nos engagements ?

En n'intervenant que dans la sphère scolaire, on ne se donne pas réellement les moyens de promouvoir une citoyenneté fondée sur la coopération et la participation. Dépasser le hiatus préjudiciable entre société civile et société politique nous incite à trouver des outils de médiation adaptés. L'action politique traditionnelle a tendance à traiter les problèmes par le haut. Il ne s'agit pas de la jeter au pilon. Le progrès social a toujours besoin de réponses au niveau macro-politique et s'appuie encore bien souvent sur des rapports de force.

Cependant, avec le développement du temps libéré et dans la mesure où celui-ci n'entraîne pas précarité ou de nouveaux types d'exploitation, se dessine en contrepoint un espace pour « la militance civique » (1) affrontant les problèmes par la base et dans une optique beaucoup plus participative. Celle-ci consisterait entre autres à intervenir « dans des réseaux qui œuvrent pour

le changement et qui s'efforcent d'influencer le pouvoir et de l'amener notamment à tenir davantage compte des sans-voix ». C'est un encouragement à la constitution de laboratoires d'expérimentation sociale destinés à explorer de nouvelles pistes d'organisation du lien social. Autant de foyers de contre-pouvoir, si petits soient-ils. Autant de petites ambitions qui pourraient en nourrir de plus grandes. Cette nouvelle donne, choisissant l'entrée micro-politique, doit pouvoir s'appuyer sur « des animateurs capables d'aider à l'élaboration des projets et des réalisations, compte tenu du fossé entre les difficultés ressenties dans la vie quotidienne et les institutions, des passeurs, des médiateurs. Or, cette fonction est niée par des politiques qui ne cherchent à mobiliser les acteurs que de façon instrumentale ».

Il nous faut participer à la construction d'une alternative à la société de l'information mercantile qui s'impose actuellement, tournée avant tout vers la consommation et la compétition et prompte à toutes les manipulations.

Au niveau des praticiens de l'école, c'est une invitation à entreprendre à la base des coopérations avec d'autres praticiens du milieu socio-éducatif à l'échelle du quartier ou du village. Qu'ils occupent pleinement leur place parmi « ces militants civiques ».

Au service d'un tel projet de société pédagogique, mutualiste et participative, il faut trouver aujourd'hui les outils adaptés. Les Arbres de Connaissances me semblent faire partie de ces outils de médiation susceptibles d'aider à ce projet, dès lors qu'ils se développent dans une optique réellement coopérative. (cf *Nouvel Éducateur* n° 108).

Depuis cinq ans maintenant, nous expérimentons ce système en Ile-et-Vilaine (2), au sein d'une association regroupant trois écoles et des structures de quartier. A l'origine de cette action, il y a le constat d'une distance culturelle persistante entre de nombreuses familles et les institutions, qui n'est pas sans effet sur le devenir social des enfants. Notre visée essentielle est de développer des liens sociaux à l'échelle du quartier, en offrant à chacun de valoriser ses connaissances quelles qu'elles soient et de susciter leur mutualisation au sein de communautés émergentes. En aval, c'est la création d'un espace éducatif permanent qui

nous motive, avec des passerelles possibles entre les différents espaces d'évolution des personnes, mais aussi entre générations ou catégories sociales.

Nul doute qu'à de telles fins il faille se battre, au-delà d'une réorientation de la formation des maîtres, pour des moyens conséquents et du temps pour le travail en partenariat. Garants de la diffusion d'une culture commune de base et soucieux de réduire la distance culturelle entre l'école et les familles populaires, ces « nouveaux éducateurs » pourraient être les organisateurs et orienteurs dans l'espace du savoir, se proposant comme recours didactiques autant que nécessaire.

Nul doute aussi qu'il faille se battre contre des logiques professionnelles dans l'animation sociale et culturelle qui fonctionnent largement sur l'offre d'activités « clé en main », entraînant des attitudes d'assistance, d'un côté, et de consommation, de l'autre. La faculté d'accueil-accompagnement des personnes et de leurs projets reste à développer, dans l'école et à sa périphérie.

Nul doute encore qu'il faille chercher à peser pour une remise en cause de la hiérarchie des connaissances et des critères de domination par les seuls savoirs intellectuels.

Nul doute enfin qu'il faille veiller à ne pas se laisser récupérer par les tenants d'une vision libérale de l'école. On connaît aujourd'hui les projets assez inquiétants de certaines officines de la Commission européenne telles que la Table Ronde Européenne sur l'Éducation ou de l'OCDE. Certains décideurs économiques « éclairés » voudraient profiter de l'essor des nouvelles technologies de l'information pour instaurer un enseignement à plusieurs vitesses (3).

Une école populaire réactualisée, animatrice de réseaux pédagogiques de proximité, saura-t-elle tenir sa place dans le rapport de forces qui s'annonce au cœur du nouveau paysage socio-éducatif ?

Pierrick Descottes

(1) Cf. *Vers un nouveau contrat social* de Guy Roustang, Jean-Louis Laville et al - Desclée de Brouwer, 1996.

(2) L'association *Acacia* est née autour de ce projet. D'autres expériences du même type ont cours ailleurs en France. Pour en savoir plus, aller voir sur www.globenet.org/arbor

(3) Cf. le travail mené par l'APED, à l'initiative de l'écrivain et journaliste Nico Hirtt.